



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

N° MARCHÉ : 2025K000T020150000

Travaux de réfection du réseau ECS au lycée Maine de Biran à Bergerac (24)

**Date et heure limites de réception des offres :
MARDI 13 MAI 2025 à 12:00**

Maitre d'Ouvrage	Mandataire du Maitre d'Ouvrage
Région Nouvelle Aquitaine 14 rue François de Sourdis 33 077 Bordeaux	SA SEMIPER 175 Rue Martha Desrumaux 24 000 Périgueux

SOMMAIRE

1 – Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Objet	3
1.2 – Mode de passation	3
1.3 – Type et forme de contrat	3
1.4 – Décomposition de la consultation	3
1.6 – Réalisation de prestations similaires	3
2 – Conditions de la consultation	3
2.1 – Délai de validité des offres	3
2.2 – Forme juridique du groupement	3
2.3 – Variantes	4
2.4 – Développement durable	4
2.4.1 – Insertion par l'économie	4
3 – Les intervenants	5
3.1 – Désignation de l'acheteur	5
3.2 – Représentant de l'acheteur	5
3.3 – Maîtrise d'œuvre	5
3.5 – Coordination des systèmes de sécurité incendie	5
3.6 – Contrôle technique	5
3.7 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
4 – Conditions relatives au contrat	5
4.1 – Durée du contrat ou délai d'exécution	5
4.2 – Modalités essentielles de financement et de paiement	5
4.3 – Confidentialité et mesures de sécurité	6
5 – Contenu du dossier de consultation	6
6 – Présentation des candidatures et des offres	6
6.1 – Documents à produire	6
6.2 – Visites sur site	7
7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis	8
7.1 – Transmission électronique	8
7.2 – Transmission sous support papier	8
8 – Examen des candidatures et des offres	8
8.1 – Sélection des candidatures	8
8.2 – Attribution des marchés	9
8.3 – Suite à donner à la consultation	10
9 – Renseignements complémentaires	10
9.1 – Adresses supplémentaires et points de contact	10
9.2 – Procédures de recours	10

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne les travaux de réfection du réseau ECS au lycée Maine de Biran à Bergerac

Lieu(x) d'exécution :
Lycée Maine de Biran
108 rue Valette
24100 BERGERAC

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en un lot :

Lot(s)	Désignation
01	CVC

le lot fera l'objet d'un marché..

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
45000000-7	Travaux de construction

Lot(s)	Code principal	Description
01	45330000-9	Travaux de plomberie sanitaires et CVC

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

Afin de s'assurer de la poursuite du contrat par le mandataire en cas de défaillance d'un cotraitant, le maître d'ouvrage exige un mandataire solidaire des membres du groupement.

2.3 – Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 – Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère social et environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

2.4.1 – Insertion par l'économie

Les principes :

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est tenue, pour l'exécution du marché, à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Une offre qui ne satisferait pas cette condition sera irrecevable pour non-conformité au cahier des charges.

Sont concernés par cette clause, les lots suivants :

Lots Clausables	Nombre d'heures insertion
Lot 1 CVC PBS	118 H

Les modalités de l'insertion :

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont offertes aux entreprises :

Option 1 :

Le recours à la sous-traitance par une entreprise d'insertion

Option 2 :

La mise à disposition de personnel durant la durée du marché avec un organisme extérieur. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une agence d'emploi conventionnée avec le dispositif Clause d'insertion de la Maison de l'Emploi (dans le cadre de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L.1251.7 du code du travail).

Option 3 :

L'embauche directe

Elle peut se traduire par :

- Le recrutement direct de demandeurs d'emploi
- Le recrutement de jeunes dans le cadre de contrats en alternance (apprentissage, contrats de professionnalisation)

L'entreprise devra communiquer au Facilitateur l'option choisie pour la mise en œuvre des heures d'insertion.

Le Facilitateur proposera des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion et validera les profils

MISSION LOCALE BERGERACOISE
16, rue du petit sol, 24100 BERGERAC
M. Charles MARBOT Tel : 06.14.51.88.04
Mme Nathalie LEFEBVRE Tel : 06.44.22.75.86
Courriel : cm.e3bgc@orange.fr

3 – Les intervenants

3.1 – Désignation de l'acheteur

Région Nouvelle-Aquitaine, 14 rue François de Sourdis 33 077 Bordeaux

3.2 – Représentant de l'acheteur

Mandataire du Maître de l'Ouvrage, SEMIPER, 175 Rue Martha Desrumaux, 24 000 Périgueux.

3.3 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Maîtrise d'œuvre :

CESTI
49 RUE LAMARTINE
24750 ATUR

Les missions de maîtrise d'œuvre confiées par le maître d'ouvrage sont : APS, APD, PRO, ACT, EXE, DET, AOR + ENV

3.4 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

Sans objet.

3.5 – Coordination des systèmes de sécurité incendie

Sans objet.

3.6 – Contrôle technique

Sans Objet

3.7 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III est assurée par :

Bureau Veritas Le carré des pro cre@vallée sud 24052 Sanilhac cedex

4 – Conditions relatives au contrat

4.1 – Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 – Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4.3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

5 – Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Planning
- Le programme environnemental et le guide environnemental de la Région Nouvelle Aquitaine
- Le guide des prescriptions techniques de la Région Nouvelle Aquitaine

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	Non
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	Non
Indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du contrat	Non
Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Non
Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)	Non
Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes	Non
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)	Non
Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	Non
Les fiches techniques correspondant aux produits et prestations proposés par le candidat	Non

Le mémoire technique devra comprendre les méthodes proposées, moyens en personnel mis à disposition par le candidat pour la réalisation de la mission et susceptibles d'apporter une plus-value qualitative (productivité, réduction des durées de tâches, réduction des nuisances, aménagement des horaires, surveillance du chantier, autocontrôle, les effectifs que l'entreprise prévoit d'afficher au chantier seront indiqués par tâche conformément au planning DCE...)

Les fiches matériaux fournies devront être conformes aux prescriptions du C.C.T.P.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6.2 - Visites sur site

Une visite sur site est possible et laissée à l'initiative des candidats. La visite n'est pas obligatoire. Les candidats proposant une offre ne pourront contester leur offre ultérieurement par absence de visite imposée.

Pour fixer la date et l'heure de son éventuelle tenue, le candidat devra impérativement contacter :

- Le mandataire de la Région Nouvelle Aquitaine aux coordonnées mentionnées ci-après : Michel FERIOL, Responsable d'opérations à la SEMIPER : 07.83.98.78.02
- L'établissement au 05.53.74.50.00 (non habilité à donner des renseignements d'ordre technique).

7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 – Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://demat-ampa.fr>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :
SA SEMIPER, 175 rue Martha Desrumaux, 24000 PERIGUEUX.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

7.2 – Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

8 – Examen des candidatures et des offres

8.1 – Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante, pour tous les lots :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.00 points
2-Valeur technique	40.00 points
Mémoire	30 points
Fiches Matériaux	10 points

Prix des prestations :

La méthode utilisée pour le calcul de la note du critère Prix des prestations est la suivante :

$$\text{Note prix} = 60 \times (1 - 2,5 \frac{(\text{offre examinée} - \text{offre la moins disante})}{\text{offre la moins disante}})$$

Les offres dont la note calculée sera négative sont affectées d'une note égale à 0.

L'absence de DPGF, dans tous les cas de figure rendra l'offre irrégulière

Valeur technique :

La grille de notation est la suivante :

Pour le mémoire :

Sur 40 points	0	Absence
	1	Très faible qualité
	5	Faible qualité
	15	Qualité moyenne
	25	Bonne qualité
	30	Très bonne qualité

Pour les fiches matériaux :

Sur 10 points	0	Absence
	1	Faible qualité
	5	Qualité moyenne
	10	Bonne qualité

Note technique = somme des 2 notes partielles décrites ci-dessus

Note obtenue par la proposition = note prix + note technique

La valeur technique sera évaluée principalement sur la base du mémoire explicatif. Les attentes vis-à-vis du contenu de ce mémoire sont indiquées dans la partie du règlement de consultation relative aux pièces de l'offre à produire par le candidat.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.3 – Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 15 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

9 – Renseignements complémentaires

9.1 – Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://demat-ampa.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 – Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Bordeaux
9 rue Tastet - BP 947
33063 BORDEAUX

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers

justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

